

Ateliers Thématiques de Recherche Interdisciplinaire

Appel à projets « amorce »

2018-2019

Un des trois objectifs majeurs de LabexMed est de **mutualiser les compétences, décloisonner les disciplines, faire progresser les pratiques transdisciplinaires**. Afin de promouvoir le dialogue entre les acteurs des différentes disciplines représentées dans LabexMed (archéologie, histoire, anthropologie, sociologie, géographie, sciences politiques, économie, droit, philosophie, épistémologie, etc.), la pratique de la recherche interdisciplinaire, mais également la collaboration avec les sciences de la Terre, de la Vie et de l'Environnement, le dispositif des **Ateliers Thématiques de Recherche Interdisciplinaires (ATRI)** a été mis en œuvre.

Ces ateliers ont été redéfinis au cours de l'année 2016 par des groupes de travail impliquant des chercheurs des laboratoires partenaires et les membres de l'Observatoire des Pratiques Interdisciplinaires de LabexMed.

La recherche soutenue par LabexMed devra s'articuler autour de la question « **Comment repenser la Méditerranée aujourd'hui ?** » et des trois axes suivants¹ :

- **Processus socio-économiques, politiques et juridiques.**
- **Processus culturels et dynamiques patrimoniales - Circulation des savoirs et des idées.**
- **Dynamiques territoriales et les interactions hommes-milieus.**

Des représentants de chaque unité partenaire de LabexMed participent à la coordination de ces axes de réflexion afin d'y assurer transversalité et dialogue interdisciplinaire.

LabexMed soutiendra des **projets de recherche amorce sur des sujets exploratoires, orientés sur la mise en œuvre de l'interdisciplinarité**. Ils seront sélectionnés sur appels d'offre internes à la communauté de recherche formée par LabexMed.

Les projets devront répondre à **un double objectif** :

- **élaborer une question interdisciplinaire ;**
- **constituer une équipe pour la traiter.**

Les projets devront s'inscrire dans les thématiques scientifiques de LabexMed (voir pages suivantes). Ils seront financés sur une durée totale de **18 mois** (1^{er} janvier 2018 – 1^{er} juillet 2019).

Le dispositif des projets amorces comportera **2 phases** :

- une phase d'amorce (en 18 mois, élaborer une question interdisciplinaire et constituer un groupe pour la traiter) **avec à terme la possibilité de postuler pour une deuxième phase**
- une deuxième phase de quelques mois pour la **conception et la rédaction d'une réponse à un appel à projet** de type A*MIDEX, ANR ou Horizon 2020.

Cette deuxième phase aura un financement limité qui sera défini par l'équipe de pilotage pour l'organisation de réunions en vue de répondre à un appel à projet.

¹ Voir les pages 3 à 8.

Les projets devront être **collaboratifs et interdisciplinaires, avec la participation souhaitée de deux unités partenaires de LabexMed**, et pourront mettre en œuvre des partenariats nationaux et internationaux.

Seuls les personnels permanents des unités partenaires peuvent être responsables scientifiques et porteurs du projet. Dans l'éventualité d'un portage par un post-doctorant ou d'un membre non-permanent accueilli dans un laboratoire partenaire de LabexMed, la coresponsabilité avec un membre permanent de l'unité devra être mise en œuvre. Les doctorants pourront participer à ces projets, mais ils n'en assurent pas la coordination.

Les activités des projets démarreront en janvier 2017, sur la base du financement attribué, plafonné à 8000 euros par projet.

Le financement des projets de recherche **implique** la participation des porteurs de projet ou de représentants **aux ateliers de l'interdisciplinarité, aux conférences et à la réunion de restitution organisés par l'Observatoire des Pratiques Interdisciplinaires de LabexMed.**

Date limite de dépôt du projet : 15 septembre 2017 à 17h

A adresser à annabelle.gallin@univ-amu.fr

Dépenses éligibles :

- Frais de mission (transport, hébergement et repas²) pour les membres de l'équipe et les invités ;
- Frais de réception ;
- Petit matériel.

Dépenses inéligibles :

- Frais de traduction et d'édition ;
- Toute dépense de personnel ;
- Équipement (ordinateurs);
- Activités de type colloque international ou action de valorisation.

En général, le soutien alloué aux projets amorce ne pourra pas participer au financement d'activités de valorisation ou de formation. LabexMed ouvre chaque année des appels d'offre spécifiques concernant ces volets d'activité.

Période d'éligibilité des dépenses

Les premières dépenses pourront être engagées à partir du 1^{er} janvier 2018. Les dernières dépenses devront être justifiées début juillet 2019. Ces dates pourront varier en fonction du calendrier d'ouverture et de clôture des actes financiers défini par l'agence comptable de l'université.

Pour tout renseignement pour la constitution du dossier : annabelle.gallin@univ-amu.fr

² Prise en charge selon les règles financières d'AMU.

Comment repenser la Méditerranée aujourd'hui ?

Processus socio-économiques, politiques et juridiques

1. La reconfiguration d'espaces sociopolitiques

L'histoire longue de l'espace méditerranéen est jalonnée de brassages, de métissages, mais aussi de violences, de conflits, d'exclusions, avec leurs ressorts idéologiques religieux ou racialisés qui constituent autant de prismes pour saisir le rapport à l'altérité et dont les colonisations, les nationalismes et trois génocides furent les expressions les plus douloureuses. Que reste-t-il de cette histoire dans les constructions contemporaines de la Méditerranée ? Les empires ou les États, et les modèles politiques et juridiques qui en sont issus (depuis l'Antiquité jusqu'à nos jours), jouent-ils un rôle dans la structuration ou dans la fragmentation contemporaine de l'espace méditerranéen ?

A cette longue durée, doit s'ajouter, à différents niveaux d'analyse (macro, méso, micro), une interrogation plus contemporaine sur les grandes transformations induites par l'urbanisation et l'industrialisation rapide, les transitions démographique et économique, les transformations des rapports au politique et aux liens sociaux primaires et secondaires. Des mouvements sociaux se développent et engendrent de nouvelles formes d'organisation sociale, des nouvelles façons de faire de la politique. Quels sont les acteurs de ces processus de transformations sociale et politique ? On pourra aussi s'interroger sur la réception et la mise en œuvre des grands textes de réglementation européenne et internationale en Méditerranée. Quelles réceptions et formes de résistance au niveau local ? Des enjeux de démocratie se posent dès lors, propres à chaque pays, avec une reconfiguration des relations entre sécurité, démocratie et liberté.

2. Frontières et circulations

La Méditerranée comme mer est une route de migrations, une zone de connexions, de circulations et de refuge. Une approche diachronique pourrait être proposée sur les modèles politiques et économiques en Méditerranée depuis l'Antiquité (voire depuis des périodes antérieures), sur les villes et leur organisation, les processus de construction des marchés du travail nationaux et méditerranéens, les infrastructures portuaires, sur leurs empreintes territoriales actuelles et/ou sur les enjeux de la circulation formelle ou informelle des biens et des populations.

Aujourd'hui, la Méditerranée devient de plus en plus un espace fermé et d'évitement des circulations. Il y a actuellement une diversité de traitement et d'accueil des réfugiés autour de la Méditerranée, avec au Sud des traitements très différents selon les États. Comment et pourquoi les réfugiés « font crise » ou non, ou de manières différentes ? Quel est le rôle des États dans la constitution des routes de la migration et dans la gestion des mouvements migratoires ?

3. Transformations démographiques, différenciations sociales et formes d'appartenance

De part et d'autre de la Méditerranée, on est confronté à des situations démographiques contrastées mais, sur l'ensemble du pourtour, les questions de la place des femmes et des jeunes sont souvent très centrales. Quelle(s) évolution(s) ont connu les rapports entre les genres et entre les générations ? Comment les tendances démographiques éclairent-elles cette question ? Quels impacts ont sur les

relations entre genres et entre générations, les évolutions juridiques au niveau de la famille et du travail ? Par ailleurs, comment dans une insécurité ontologique et un « polythéisme des valeurs » croissant, les jeunesses méditerranéennes trouvent-elle une orientation ?

Comment repenser la Méditerranée aujourd'hui ?

Processus culturels et dynamiques patrimoniales. Circulation des savoirs et des objets

1. Circulations des savoirs et des objets dans les cultures méditerranéennes

Dans le temps long, l'espace méditerranéen peut être considéré comme un espace de partage de savoirs, d'idées et d'objets culturels, depuis les mathématiques, la médecine, la littérature, les traductions, la musique, les conceptions de l'esthétique ou les pièces archéologiques. Il est également le cadre d'affrontements, de hiérarchisation et de division sociales entre des groupes politiques qui portent, défendent ou font circuler ces divers objets et ces disciplines.

L'étude du transfert des savoirs et des objets en Méditerranée et sur ses marges, proches ou plus lointaines, seront au centre d'un questionnement sur la place de ces partages et de ces oppositions dans la constitution des cultures méditerranéennes, leurs rôles et usages politiques à l'échelle internationale, notamment dans le cadre de l'émergence des États et de la patrimonialisation.

Ces circulations et dynamiques pourront être interrogées de manière diachronique, interdisciplinaire et en tenant compte des conditions matérielles et idéologiques qui les contraignent ou qu'elles tentent de subvertir : supports physiques des échanges (écrit, reproduction visuelle, traduction-translittération, conservation muséale, bibliothèque, enseignement, internet), mobilités forcées ou volontaires, échanges internationaux officiels ou alternatifs, réseaux transnationaux, diaspora, patrimonialisation, conflits, instrumentalisation, etc.

2. La construction socio-économique et politique des biens culturels

Par qui et comment les biens culturels sont-ils manipulés, patrimonialisés ou détruits en Méditerranée ? Il sera nécessaire d'envisager la diversité des procédés, des outils et des intervenants dans les processus de circulation et mettre en question l'éventuelle spécificité du contexte méditerranéen à travers des démarches comparatives et interdisciplinaires.

Les biens culturels en Méditerranée s'inscrivent en effet dans une économie au sens large (marché, acteurs, régulations) qui fonctionne à plusieurs échelles spatiales, temporelles, organisationnelles, institutionnelles, juridiques.

Plusieurs perspectives peuvent être envisagées, dont celles qui portent sur les institutions (fondations, musées, bibliothèque, archives, organisations touristiques, organismes de formation et de recherche...), les individus (depuis le défenseur du patrimoine à l'expert, en passant par le passeur culturel ou le simple visiteur de musée), les spécialistes des humanités (comment chercheurs, hauts-fonctionnaires, experts se positionnent-ils dans ces jeux intellectuels et politiques), les normes et les valeurs (légitimation, hiérarchisation, dynamiques).

3. Les objets et savoirs dans le processus de patrimonialisation

Le patrimoine ne peut donc pas être défini *a priori*, mais sa construction, sa définition et ses usages doivent être analysés de manière critique et contextuelle. Que patrimonialise-t-on au nom de la Méditerranée ou en Méditerranée ? Quelles sont les mutations culturelles ou les discriminations

sociales qui se jouent alors ? Quels types d'objets, de savoirs, de supports sont privilégiés ? Que peut-on dire du croisement des dimensions matérielles et idéologiques des patrimoines et des cultures ? La liste des objets de recherche est riche : les manuscrits et leurs traductions, les collections muséographiques publiques ou privées, les monuments et sites archéologiques, les paysages culturels, le patrimoine industriel, les espèces végétales et animales, les mémoires collectives, les images, etc., mais également les politiques publiques, initiatives privées, mécénats et mouvements associatifs locaux.

Comment repenser la Méditerranée aujourd'hui ?

Dynamiques territoriales et interactions hommes-milieus

1. Dynamiques territoriales dans la construction de la Méditerranée.

Affirmer l'existence d'un espace méditerranéen est le fruit d'une longue histoire culturelle et de renégociations permanentes autour de dynamiques territoriales diverses à l'échelle du pourtour méditerranéen. Il s'agira ici d'interroger cette unité et homogénéité territoriale et culturelle supposée comme le résultat de dynamiques qui s'inscrivent dans des connexions mondialisées. Comment les éléments naturels et anthropiques, les relations entre territoires urbains et ruraux et les inégalités territoriales interviennent-ils dans cette construction et les redéfinitions de cet espace ? Quelles sont les conséquences de sa fragmentation sur la construction du territoire dit méditerranéen ? Les pratiques de la nature, les relations hommes/milieus y ont-elles des formes spécifiques et/ou revendiquées qui contribuent à en établir les limites ?

2. Dispositifs et usages des milieux et des ressources

Les éléments naturels présents sur le pourtour méditerranéen peuvent, selon les époques, avoir été considérés ou non comme des ressources utiles et se prêter à des usages concrets et symboliques divers. Comment les hommes et les femmes se sont-ils appropriés ces ressources naturelles ? Leur appropriation implique la mise en place de dispositifs et génèrent des formes de compétition/coopération, des conflits d'accès, des inégalités, la mise en œuvre de réglementations coutumières ou juridiques, des stratégies de confiscation. Comment ces dispositifs se déploient-ils et dans quelle mesure contribuent-ils au marquage du territoire ? A quels savoir-faire, systèmes techniques et pratiques d'exploitations ont-ils donné lieu et quels sont et ont été leurs impacts sur les écosystèmes et leur gestion ? Les transformations de l'environnement génèrent-elles en retour de nouveaux usages et des nouvelles formes d'appropriations ? Comment s'articulent les modes de gestion traditionnels et l'idée contemporaine de protection (animaux et végétaux) ?

3. Politiques publiques et usages locaux des éléments naturels

A chaque époque, les administrations publiques centralisées de l'aménagement du territoire cherchent à composer avec les usages locaux. Comment les populations locales prennent-elles en compte ces injonctions réglementaires dans une recherche de conciliation entre l'exploitation et la préservation des ressources et éléments naturels ? Comment les normes de gestion environnementales institutionnalisées sont-elles appropriées, détournées, reformulées par les acteurs et groupes locaux ?

Comment les nouvelles valeurs accordées à la nature influencent-elles sa gestion privée et publique ? Quelles sont les interactions qui interviennent entre intérêts et légitimité des approches scientifiques de la nature et construction des politiques publiques en matière d'environnement ? On s'interrogera en particulier sur le statut de Hot Spot de la biodiversité attribué à la Méditerranée et de sa

vulnérabilité face au changement climatique. Comment les intérêts scientifiques et les politiques publiques environnementales interagissent-ils dans ces requalifications ?

4. Les rapports à la nature et la construction de l'environnement comme bien commun

La question de la protection de la nature soulève celle des rapports aussi bien utilitaires, économiques, qu'éthiques et politiques que les sociétés entretiennent avec cet objet. Le statut des choses de la nature est l'objet d'une redéfinition et d'une requalification en fonction des valeurs qui leur sont associées : morales, sensibles, opérationnelles, économiques, etc. Ces modes de relations interviennent-ils dans la construction de l'environnement comme bien commun ? Ce statut de bien commun interfère-t-il en retour dans les valeurs qui lui sont attribuées, tant du côté organismes publics que de la sphère privée ? Dans quelle mesure une telle requalification peut-elle impliquer de nouvelles conduites éthiques vis à vis de la nature et en quoi ces réflexions pourraient-elles accompagner une redéfinition des objectifs politiques de préservation de la nature à l'échelle de la Méditerranée ?

Considérée selon les contextes comme des biens utiles d'une économie marchande soumis à évaluation voire brevetabilité ou comme patrimoine à préserver pour les générations futures, la nature suscite des modes et formes d'appropriation aussi bien matériels que symboliques historiquement et culturellement situés. Comment les montagnes, la mer, les plaines, les forêts, les cours d'eau ou les villes de Méditerranée sont-ils perçus et par quels processus sont-ils érigés en paysages, lieux de pratiques récréatives ou bassins de ressources ?